



10

AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

SIÈGE D'ABIDJAN



RAPPORT 2025





10

AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

SIÈGE D'ABIDJAN

SOMMAIRE

Editorial	4
Présentation financières des projets en cours	5
Installation et présentation d' AICS - Siège Abidjan	6
PROJETS CÔTE D'IVOIRE	9
Actions SANTE	10
Actions EDUCATION	13
Actions FORMATION	15
Actions DROIT	16
Actions Agriculture	17
Actions SOCIETE CIVILE	19
Appui Institutionnel de AICS	20
PROJETS CONGO - BRAZZAVILLE	28
Actions SANTE	29
Actions FORMATION	30

L'EDITORIAL



L'année 2025 marque une étape fondatrice pour l'Agence Italienne pour Coopération au Développement - AICS, en Côte d'Ivoire. Première année d'exercice, elle a été consacrée à jeter les bases d'un partenariat solide et durable, en cohérence avec les ambitions du Plan Mattei pour l'Afrique.

Au cours de cette année, nous avons initié des projets structurants dans des domaines clés : la santé, l'éducation, la protection des enfants, la digitalisation, l'agriculture durable, la formation de fonctionnaires, la bonne gouvernance, ainsi que la transition énergétique et climatique. Ces initiatives, portées par des accords stratégiques et des ateliers techniques, traduisent notre volonté de transformer les engagements en actions concrètes.

Nous avons ainsi finalisé le lancement de projets financés à travers l'AICS et portés par des ONG italiennes et des Universités mais aussi des importants projets bilatérales avec les Gouvernements de la Côte d'Ivoire et de la République du Congo, en particulier dans le secteur de la santé.

Un très important résultat acquis du siège et du personnel affecté à AICS Abidjan au cours de l'année 2025 a été la formulation et approbation d'un projet financé par l'Union Européenne pour favoriser un environnement favorable aux Organisations de la Société Civile (OSC) ivoiriennes, en particulier aux Organisations de Jeunesse (OdJ), pour renforcer leur contribution aux politiques publiques du Pays.

Conformément aux orientations des Programmes Nationales pour le Développement (PND), AICS Abidjan a accompagné des ateliers stratégiques de dialogue intergouvernemental pour la mise en place de programmes innovants tels que le Digital Flagship for Africa, favorisant l'intégration des solutions numériques dans l'agriculture irriguée, ou encore le protocole d'accord entre l'Ecole Nationale d'Administration de Côte d'Ivoire et l'Ecole Nationale d'Administration Italienne (SNA) qui ouvre la voie à une coopération académique et institutionnelle de haut niveau. De même, les ateliers sur les Villes Vertes ont permis de définir une feuille de route ambitieuse pour un développement urbain inclusif et durable. Sans oublier l'éducation et la protection des enfants.

Ces réalisations ne sont pas seulement des projets : elles incarnent une vision partagée, celle d'une coopération italienne engagée aux côtés de la Côte d'Ivoire et du Congo, mobilisant le secteur privé, les institutions publiques et les communautés locales pour relever ensemble les défis du développement.

Je tiens à exprimer ma gratitude envers nos partenaires ivoiriens pour leur confiance et leur engagement. Ensemble, nous avons démontré que la coopération internationale peut être un levier puissant pour l'innovation, l'inclusion et la durabilité.

En parcourant ce rapport d'activités 2025, je souhaite que chacun y voie le témoignage d'une première année riche en initiatives et en résultats, mais surtout le point de départ d'un chemin commun vers un avenir plus prospère et équitable.

Aldo Cera

Directeur - AICS Abidjan

*L'Agence Italienne pour la Coopération au
Développement s'installe à Abidjan.*

Des projets de coopération se dessinent...

Projets en cours gérés par le siège



11 Iniziatives



**Fonds:
€ 95 211 372,43**

Type de projet	Montant Total Cote d'Ivoire (€)	Montant Total Congo - Brazzaville (€)	Total du Siège (€)
OSC (Promotions + appel aux candidatures OSC à gestion directe)	30 744 496,43	785 876,00	31 530 372,43
Art. 24	15 000 000	0	15 000 000
Bilateral	0	45 000 000 (35 000 000 prêts concessionnaires + 10 000 000 à don)	45 000 000
Déléguée UE	3.681.000	0	3.681.000
Emergence	0	0	0
Multibilateral	0	0	0
Total	49 425 496.43	45 785 876	95 211 372,43

2025 : AICS S'INSTALLE À ABIDJAN



Le président de la République d'Italie, S.E.M. Sergio Mattarella, en compagnie du président de la République de Côte d'Ivoire, S.E.M. Alassane Ouattara

La Côte d'Ivoire est l'un des pays prioritaires de la Coopération italienne, comme indiqué dans le document triennal de programmation et d'orientation 2024-2026. Elle a également été désignée comme pays pilote du Plan Mattei pour l'Afrique, la nouvelle stratégie lancée par le gouvernement italien visant à renforcer les partenariats avec les pays africains à travers des interventions concrètes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agroalimentaire, de la transition numérique et de la durabilité environnementale.

Ce renforcement de cette collaboration inter pays s'est illustrée le 3 avril 2024 par la visite officielle en Côte d'Ivoire du Président Italien, S.E.M. Sergio Mattarella reçu par son homologue ivoirien S.E.M. Alassane Ouattara.

Dans ce cadre, la Coopération italienne a intensifié sa présence en Côte d'Ivoire ces dernières années, en étroite coordination avec les autorités locales, avec pour objectif de contribuer à un développement inclusif et durable et de favoriser la croissance du capital humain et social du pays.

L'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS) qui constitue l'instrument opérationnel principal de cet engagement a, dans la droite ligne de cette visite solennelle et de ces engagements bilatéraux, été installée à Abidjan en 2025.

Une présence de ce bureau de coopération sur le territoire ivoirien permet une gestion plus directe des programmes et un dialogue continu avec les institutions ivoiriennes, la société civile et les partenaires internationaux.

PRESENTATION DE AICS - Siège Abidjan

SITUATION GEOGRAPHIQUE

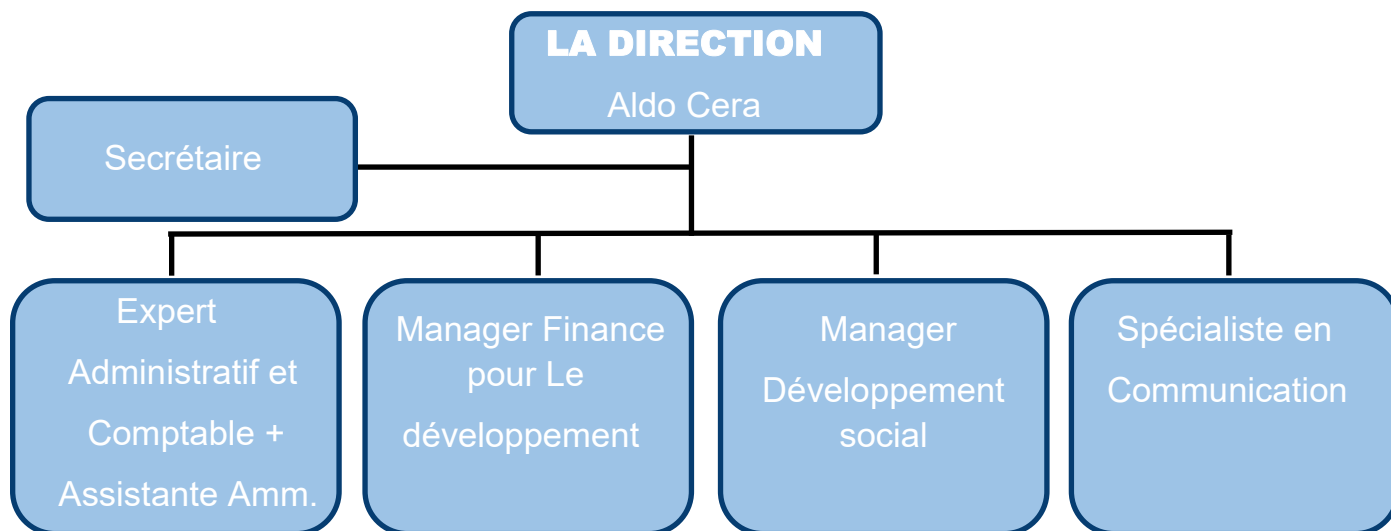


Le Bureau de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement, siège d'Abidjan se situe dans la Commune de Cocody et est compétente pour deux pays:

 Côte d'Ivoire

 Congo

ORGANIGRAMME



Le Bureau de Coopération - Siège Abidjan est dirigé par Aldo Cera.

Il collabore avec des experts en Administration – Comptabilité, en Financement de Projets et Développement Social, une Spécialiste en Communication et un Secrétaire.

PRESENTATION DE AICS - Siège Abidjan



VISITES DES AUTORITES ITALIENNES AU NOUVEAU BUREAU DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT



Visite du directeur de l'AICS, Marco Riccardo Rusconi, de l'ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire, S.E. Roberta Di Lecce, du directeur de l'AICS à Abidjan, M. Aldo Cera, ainsi que de l'équipe de l'AICS.

Au départ logée au sein de l'Ambassade d'Italie suite à son installation, L'Agence Italienne pour la Coopération et le développement - Siège Abidjan a mis en place ses propres locaux depuis juin 2025.

Elle a eu l'honneur et le plaisir d'y accueillir en visite plusieurs autorités italiennes notamment Son Excellence Mme Roberta Di Lecce, Ambassadrice d'Italie en Côte d'Ivoire et M. Marco Riccardo Rusconi, Directeur Général de L'Agence Italienne pour la Coopération et le Développement.

Ils ont pu féliciter ce cadre qui représente valablement l'Agence et offre un espace idoine pour des rencontres stratégiques avec les autorités et acteurs clés de la coopération dans les secteurs de développement.



Séance de travail à AICS - Abidjan avec l'équipe CISAO - Chambre de Commerce Italie - Sénégal et Afrique de l'Ouest (Délégation Côte d'Ivoire)

CÔTE D'IVOIRE



Superficie: 322 462 km²



Population : environ 29,3 millions d'habitants en 2025



Capitale économique : Abidjan



Capitale Politique : Yamoussoukro



Langue officielle : Français



Principales langues locales: Baoulé, Bambara, Bété



Le responsable de la coordination de l'unité, le chef de projet à Abidjan et le personnel CUAMM, en compagnie de la conseillère de l'ambassade d'Italie en Côte d'Ivoire, Mme Roberta Ronzitti

Aucune femme ne doit mourir en donnant la vie et parce que chaque nouveau doit avoir les meilleures conditions et chance de survie à l'accouchement

L'Université de Padova et Collège Universitaire des Aspirants Médecins Missionnaires – Médecins avec l'Afrique (CUAMM), portent avec le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle – DIEMP (Direction des Infrastructures, Équipement, Entretien et Patrimoine du Ministère de la Santé, un projet de renforcement de la qualité de soins materno-néonataux via la Construction d'infrastructures sanitaires – Équipement – Renforcement des capacités des opérateurs.

Ce projet est mis en cours de réalisation à l'hôpital régional de la commune d'Abobo avec un volet de formation sanitaire urbaine à Abobo Avocatier et Abobo Baoulé.

Les résultats escomptés sont notamment:



- L'amélioration de la qualité des soins du service de gynécologie et d'obstétrique sera renforcée au Centre Hospitalier Régional Félix Houphouët Boigny d'Abobo (CHR), à Abobo-Est;
- La qualité des soins de l'unité de néonatalogie renforcée au Centre Hospitalier Régional Félix Houphouët Boigny d'Abobo (CHR), à Abobo

R.3 La qualité des services primaires en domaine materno-natal est améliorée dans le district d'Abobo Est



12.000.000 €



+ de 100 000 personnes



VERS LA COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE UN AVENIR POUR LA SANTÉ




De gauche à droite : la ministre Kandia Camara, l'ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire, S.E. Arturo Luzzi, le directeur de la DGCS, Stefano Gatti, le ministre Aldo Cera et le Directeur de l'AICS à Abidjan

Le projet “un avenir pour la santé” envisage de contribuer à assurer l'accès à des services de santé maternelle et infantile de qualité en Côte d'Ivoire. Ce, par le renforcement des capacités des opérateurs et des services maternels et infantiles via la réhabilitation, et les équipements ainsi que le renforcement du processus institutionnel et d'intégration des structures religieuses.

Le lancement du projet s'est fait avec la présence effective de Mme Kandia kamissoko Camara - Maire de la Commune d'Abobo et Présidente du Sénat ivoirien.

Ce projet est le fruit du partenariat de l'Université Catholique Sacré Cœur en partenariat et le Collège Universitaire Aspirants Médecins Missionnaires – Médecins avec l'Afrique l'Afrique - CUAMM Union des Religieux (ses) dans la Santé et le Social de Côte d'Ivoire.

 Abidjan 1 : Abobo Est, Abobo Ouest, Yopougon-Est, Yopougon Ouest Songon, Koumassi, Anyama Adidjan 2 : Cocody Bingerville, Koumassi, Port-Bouet-Vridi Bere : Dianra Gbeke : Bouake-Sud Indenie-Duablin : Agnibilekrou Lôh-Djiboua : Divo, Guitry Marahoue : Sinfra, Arrah Moronou : M'batto N'zi : Bocanda, Dimbokro



Les résultats escomptés tiennent en :

- L'amélioration de la qualité des soins offerts par les centres de santé sélectionnés affiliés au réseau URSCCI, en particulier en ce qui concerne les services de santé maternelle et infantile



3.000.000 €



+ de 108 000 patients dont 102 500 patients, 6000 personnes sensibilisées et 40 membres du personnel médical formés.

Retour en Images sur le lancement du projet 'Un avenir pour la santé'



Photos du lancement du projet « Un avenir pour la santé », en présence du directeur général de la DGCS, M. Stefano Gatti, de l'ambassadeur d'Italie en Côte d'Ivoire, S.E. Arturo Luzzi, des autorités locales et de l'organisation de la société civile CUAMM - Médecins avec l'Afrique.



Le Gouvernement ivoirien et l'Italie collaborent pour créer une alliance éducative comprenant 20 écoles publiques, institutions, société civile et privé des communes de Treichville, Cocody, Anyama et Koumassi dans la ville d'Abidjan pour offrir aux jeunes les plus vulnérables des opportunités concrètes de progression scolaire, sociale et professionnelle.

Une optique de coopération, d'égalité et d'équité conforme au Plan Sectoriel Education/ Formation 2016-2025 du gouvernement ivoirien.

Une séance de travail solennelle en réunissant La nouvelle ambassadrice d'Italie en Côte d'Ivoire et la Ministre de L'Education nationale et de L'Alphabétisation, Mme Mariétou Koné a consolidé ces ambitions communes autour du système éducatif ivoirien. AICS y a valablement participé.

Ce programme vise à renforcer la gouvernance éducative, réduire l'analphabétisme et les abandons scolaires, et faciliter la transition vers l'emploi grâce à des partenariats stratégiques et des formations ciblées.



Photo de groupe avec la ministre de l'Éducation nationale de Côte d'Ivoire, Mariatou Koné, l'ambassadrice d'Italie en Côte d'Ivoire, S.E. l'ambassadrice Roberta Di Lecce, le directeur de l'AICS Abidjan, M. Aldo Cera, ainsi que l'OSC AVSI et la FADV



Région autonome d'Abidjan, District d'Abidjan, communes de Treichville, Cocody, Anyama et Koumassi



4.230.000 €



11 730 bénéficiaires directs



EDUCATION

REUSSIR! RENFORCEMENT DE LA QUALITÉ DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Ce projet REUSSIR vise à améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans 800 écoles primaires de la Côte d'Ivoire. Cela passera par l'amélioration des infrastructures scolaires, formation des enseignants aux nouveaux programmes. Soutien aux élèves (groupes de parole, fourniture de kits) .

Il est porté par : Fondation AVSI – ETS CEVI - Centre de Volontariat International ODV, ONG Progrès Universel de Djebonoua remplacée par ONG Handi-Senso-Plus-HSP Cercle Culturel pour la Promotion des Langues, le Développement et la Paix (CLIRAP). Il suit son cours.



Photo de groupe à l'occasion du lancement du projet « Réussir ! » avec l'équipe de l'AVSI et le responsable du secteur du développement social à l'AICS d'Abidjan, M. Alessandro

18 Régions, Abidjan , Bafing (Touba), Bagoue (Boundiali), Bounkany (Bouna), Cavally (Guiglo), Folon (Minignan), Gbeke (Bouaké 1, Bouaké2), Gontougo (Bondoukou), Grands Ponts (Dabou), Hambol (Katiola), Haut-Sassandra (Daloa), Indenie – Duablin (Abengourou), Kabadougou (Odienné), Lôh Djiboua (Divo), Poro (Korogho), Sud Comoe (Aboisso, Grand-Bassam), Tchologo (Ferké), Worodougou (Seguela)

Les résultats attendus sont:



- L'environnement scolaire pour les élèves de l'école Interlife ETS primaire sûr, protégé et adapté aux services éducatifs. Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) Côte d'Ivoire
- Les enseignants de l'école primaire qui améliorent leurs compétences pédagogiques.
- Amélioration de la gouvernance de l'éducation primaire



10.000.000 €



192 000 élèves; 4 800 enseignants;
• 200 Conseillers pédagogiques rattachés aux DRENA et aux IEPP dans les régions ciblées •
18 Coordinateurs de la Vie Scolaire dans les DRENA • 72 Conseillers de la Vie Scolaire •
18 Coordinateurs COGES et 72 Conseillers COGES • 60 000 parents

FORMATION

FORMATION PROFESSIONNELLE POUR L'INCLUSION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES, DES FEMMES ET DES PERSONNES VULNÉRABLES EN CÔTE D'IVOIRE



Photo de groupe sur le terrain - OSC CEVI avec le responsable du secteur du développement social de l'AICS Abidjan, M. Alessandro Rabbiosi

Le Centre de Volontariat International CEVI exécutant de ce projet travaille en étroite collaboration avec plusieurs entités et ONG de la société civile pour l'accès à la formation inclusive au profit des jeunes et des femmes.

Parmi ces elles, ONG Progrès Universel de Djebonoua « Amour/ Solidarité/ Action », remplacé par ONG Génération Femme du 3ème Millénaire Chambres Régionales des Métiers de Daloa, ENAIP Frioul Vénétie Julienne, Association Saint Camille de Lellis, Les mairies, Direction de la Protection de l'Enfance, ODV Centre Volontaires Coopération au Développement (CVCS ETS)



Région du Haut-Sassandra, Région de Gbêkê, Communes de Daloa, Bouaké et Djébonoua

Ce projet de formation favorisera:



- Le renforcement des services de formation professionnelle, d'orientation professionnelle, de création d'entreprise et de protection sociale.
- Augmentation des opportunités d'emploi et lancement de start-ups dans les zones d'intervention, en particulier pour les femmes, les jeunes, les personnes souffrant de troubles psychiques et les mineurs en conflit avec la loi et de la Jeunesse (DPJJEJ).



1.519.881,84 €



+ de 4000 PERSONNES



DROITS

IDENTITÉ, DROITS, EMPOWERMENT ET ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS POUR PROTÉGER LES ENFANTS



Photo de groupe à l'occasion du lancement du projet « IDEA » avec la communauté de Sant'Egidio et le responsable du secteur du développement social à l'AICS d'Abidjan, M. Alessandro Rabbiosi

Pour promouvoir un contexte administratif / institutionnel et familial / communautaire qui active des synergies appropriées à la protection des droits fondamentaux des enfants, la Communauté de S. Egidio - ACAP APS AMREF Health Africa, ETS Interlife, ETS AMREF HEALTH AFRICA, CDA Les Flamboyants et l'Association Saint Camille de Lellis sillonnent des départements afin de sensibiliser et former les populations.

Les résultats attendus sont:

- Un système national d'enregistrement des naissances renforcé grâce au renforcement des capacités des agents de l'état civil et à l'amélioration de l'offre de services d'enregistrement dans les zones urbaines du district autonome d'Abidjan (Yopougon et Treichville) et dans les zones rurales des régions du Bounkani, de Bagoué et de Gbêkê.
- Une stratégie avancée et multidimensionnelle qui aborde les problématiques de santé publique, éducation et droits humains dans la région du Bounkani et dans la ville de Bouaké avec focus sur l'enfant et la mère.
- R3: Renforcée la résilience socio-économique de 600 familles dans les communautés rurales cibles de la région de Bounkani et Bouaké exposées à l'insécurité alimentaire et 22 l'exploitation du travail des enfants.



4 000 000,00 €



295 249 personnes



AGRICULTURE

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS PRODUCTRICES DE CACAO ET À LA PROTECTION DES MINEURS TRAVAILLEURS



Visite des plantations de cacao - Save The Children et le responsable du secteur du développement social à l'AICS d'Abidjan - M. Alessandro Rabbiosi

Promouvoir la création d'un environnement favorable à la protection des mineurs dans 80 communautés productrices de cacao de Tonkpy et Cavally dans le district des Montagnes en prévenant et réduisant le travail des enfants et les pires formes d'exploitation est le leitmotiv de ce projet porté par l'ONG Save The Children Italie et CUAMM pour prévenir et réduire le travail des enfants et les pires formes d'exploitation.

Le projet concerne 80 communautés dans les régions de Tonkpy (Man, Biankouma, Danané, Sipilou et Zouan Hounien) et Cavally (Guiglo, Blolequin, Toulepleu et Tai).



Ayamé, Costa d'avorio

Les objectifs sont:

- L'accès à un système intégré de protection contre les abus (travail des enfants, abandon scolaire) s'est renforcé, permettant une meilleure couverture et sécurité pour les enfants et les familles.
- L'autonomisation économique Les familles bénéficiaires, en particulier les femmes et les jeunes, diversifient leurs sources de revenus et accèdent plus facilement aux services financiers, favorisant leur inclusion économique.
- La santé et la nutrition: Les communautés cibles (femmes enceintes, enfants de moins de 5 ans, aidants) améliorent leurs pratiques en matière de santé et nutrition, tout en bénéficiant de services de santé de base renforcés.



8 834 705,73 €



+ 36 504 individus



AGRICULTURE

PRIORITÉ AUX MINEURS : PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS ET UNE FILIÈRE CACAO ÉQUITABLE ET DURABLE EN CÔTE D'IVOIRE



Phjotos des plantations de cacao- Ayamé / APPA

APPA, Agence n°1 de Pavie pour Ayamé AGRIMAGNI SARL et quelques autres ONG ont décidé de promouvoir un système intégré de protection des mineurs dans la région Sud Comoé*. Réalisation : Assistance directe aux mineurs vulnérables, nourriture, logement, victimes de traite – Amélioration de la qualité post-récolte du cacao et augmentation des revenus des communautés de planteurs



Région Sud Comoé, Départements d'Aboisso et Grand Bassam, villes d'Ayamé et Grand Bassam.

Les objectifs sont:

- Amélioration des services socio-sanitaires de prévention et de soins pour les mineurs en situation de vulnérabilité et leurs familles.
- Renforcement du système de prévention et de prise en charge des mineurs et des adultes avec enfants à charge victimes de traite et d'exploitation.
- Amélioration des conditions sociales, économiques et environnementales des familles dont le revenu dépend de la filière cacao.



2.159.908,86 €



22 737 individus



Photo de groupe - Projet CRASC avec le responsable du secteur du développement social auprès de l'AICS d'Abidjan, M. Alessandro Rabbiosi

Ce projet financé par l'Union Européenne tend à favoriser un environnement favorable aux Organisation de la Société Civile (OSC) , en particulier aux Organisations de Jeunesse (OdJ), pour renforcer leur contribution aux politiques publiques du Pays

Le renforcement des activités des centres régionaux de soutien à la société civile par le renforcement des capacités et la possibilité d'accorder des subventions aux acteurs locaux sur tout le territoire ivoirien devraient permettre d'atteindre les résultats escomp-

Les résultats attendus sont:

- Les organisations de la société civile, à travers les CRASC, soient soutenues dans leur processus de formalisation et le leur fonctionnement interne est professionnalisé.
- Les organisations de la société civile soient renforcées dans leur dialogue avec l'État sur la société civile en général, ainsi que dans les secteurs prioritaires de coopération avec l'Union européenne. Délibération N° 38 du 19/09/2024
- Les capacités des organisations jeunes sont améliorées et les OdJ sont plus efficaces dans l'émancipation des jeunes et ne favorisent la participation citoyenne.



3 681 000 €



Les organisations de la société civile, celles des jeunes et les coopérations régionales. En général, l'ensemble de la population ivoirienne.



10

AGENZIA ITALIANA
PER LA COOPERAZIONE
ALLO SVILUPPO

**L'Agence Italienne pour la Coopération au
Développement s'affirme comme
appui institutionnel ...**



Le **16 décembre 2025**, l'École nationale d'administration de Côte d'Ivoire (ENA), représentée par son Directeur Général Narcisse SEPY YESSOH, a signé un **protocole d'accord** avec la Scuola Nazionale dell'Amministrazione (SNA) d'Italie, représentée par Sabrina Bandera.

Cette coopération, conclue après deux jours de travaux, vise à instaurer un **partenariat stratégique et durable** dans les domaines de la formation, du développement des compétences et de la recherche, notamment en matière de **politiques publiques, administration et bonne gouvernance**.

Le Directeur Général de l'ENA a exprimé sa reconnaissance envers les partenaires italiens et a souligné l'importance de cette ouverture internationale, au-delà de l'espace francophone, pour partager les bonnes pratiques et former des fonctionnaires capables d'évoluer dans un environnement mondialisé.

Le protocole prévoit un **programme de formation de deux ans** destiné à une trentaine de hauts fonctionnaires de quatre pays pilotes (Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Tunisie), avec pour ambition de renforcer durablement les administrations publiques et les écoles partenaires.

À travers cette initiative, l'ENA réaffirme son engagement à tirer parti de la coopération internationale pour développer une **expertise nationale, régionale et internationale**, et consolider son positionnement comme **école d'excellence**.



Mme Sabrina Bandera. Représentant de « l'École Nationale de l'Administration d'Italie (SNA) et M. Narcisse SEPY YESSOH, Directeur Général de L'ENA Côte d'Ivoire

AICS apportant son appui aux initiatives institutionnelles y était représentée par M. Alessandro Rabbiosi - Manager—secteur Développement social auprès de l'AICS, à droite





Dans le cadre de la Mission Système Italie 2025, une **lettre d'intention** a été signée avec le Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation pour lancer l'initiative *Digital Flagship for Africa*. Cette action s'inscrit dans le **Plan Mattei** et vise à soutenir la transformation numérique et le développement durable de l'agriculture irriguée en Côte d'Ivoire. Une signature dont a été témoin, l'Agence de Coopération Italienne qui apportera son appui au projet.

Cette initiative débutera en 2026 avec la réalisation des études de faisabilité qui, dans les deux domaines d'intervention sélectionnés et interconnectés — l'intelligence artificielle et la production de riz irrigué au moyen de technologies sensibles au changement climatique — fourniront les détails techniques et financiers opérationnels, comprenant : la conception préliminaire en ingénierie, les spécifications techniques, les informations environnementales et sociales, les objectifs des futurs appels d'offres et les lignes directrices pour la recherche d'investisseurs privés.



La délégation Italienne conduite par S.E.M. Artur Luzzi, Ambassadeur D'Italie en Côte d'Ivoire avec le représentant du Ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation

Les objectifs stratégiques :



- Promouvoir des **solutions numériques intégrées** pour relever des défis complexes de développement.
- Mobiliser l'**engagement du secteur privé** autour de projets structurés, évolutifs et prêts à l'investissement.
- Contribuer à la **transition numérique et climatique** dans le secteur agricole.



Au centre le Ministre Khalil Konaté, à gauche, M. stefano Gatti Directeur de la Coopération internationale italienne

Le ministre ivoirien de la Transition numérique et de la Digitalisation, Ibrahim Kalil Konaté, a reçu une délégation italienne conduite par Stefano Gatti, directeur général pour la coopération au développement au ministère italien de la Digitalisation.

Les discussions ont porté sur la mise en œuvre du **Plan Mattei pour l'Afrique**, avec un accent particulier sur la **digitalisation** comme levier stratégique. L'Italie s'est engagée à accompagner la Côte d'Ivoire dans plusieurs domaines :

- * **administration publique,**
- * **environnement numérique pour l'agriculture,**
- * **énergie,**
- * **adaptation au changement climatique.**

Stefano Gatti a souligné que des projets concrets seront financés via les instruments financiers italiens, et que des entreprises spécialisées viendront renforcer la production agricole ivoirienne grâce aux technologies numériques.

Le ministre Konaté s'est réjoui de l'opérationnalisation du **Plan Mattei** en Côte d'Ivoire, affirmant que la digitalisation représente **une opportunité majeure pour accroître la productivité agricole et renforcer les partenariats internationaux.**



SYNERGIE ITALIENNE

AICS ET ENI SIGNENT UN PACTE DE COLLABORATION



De gauche à Droite: M. Aldo Cera - Directeur de l'AICS Abidjan; S.E.M Artura Luzzi - Ambassadeur d'Italie en RCI; M. Luca Faccende - Directeur Général de ENI Côte d'Ivoire

Le 30 juin 2025, Eni Côte d'Ivoire a procédé ce jour à la signature d'une lettre d'intention avec l'Agence italienne de coopération au développement (AICS).

Par cet acte, signé sous le haut patronage de Son Excellence Arturo Luzzi, les deux institutions entendent unir leurs forces afin de favoriser des synergies constructives et d'accroître l'impact de leurs initiatives au bénéfice des communautés ivoiriennes.

Les domaines de coopération envisagés recouvrent des secteurs stratégiques tels que le développement économique et la diversification, l'éducation et la formation technique et professionnelle, l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé communautaire, ainsi que l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat.

Cet engagement traduit la volonté partagée d'Eni et de la coopération italienne de contribuer activement au développement durable et à une croissance inclusive en Côte d'Ivoire. En renforçant leur partenariat, les deux parties réaffirment leur détermination à œuvrer pour le bien-être à long terme des populations et à inscrire leurs actions dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable.






Entre le 21 et le 25 juillet 2025, AICS a pris part à deux ateliers techniques à Abidjan et Bouaké, du projet Green Cities in Action for Africa initié par l'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) réunissant des responsables municipaux, agences nationales, ONG, représentants du secteur privé, chercheurs et groupes communautaires. L'objectif était de diagnostiquer les défis de durabilité urbaine et de

concevoir ensemble des actions prioritaires. Plus de 80 participants se sont accordés sur les recommandations d'ensemble et ont identifié les principaux obstacles à l'agriculture urbaine, la foresterie urbaine, l'énergie durable et la bioéconomie circulaire, proposé des solutions adaptées et défini une feuille de route pour un développement urbain résilient, inclusif et circulaire en Côte d'Ivoire.

RECOMMANDATIONS D'ENSEMBLE ISSUES DE CES ATELIERS

- 1– Sur les politiques habilitantes : désignation légale des zones vertes, réglementation unifiée de la foresterie, stratégie circulaire révisée, comité de coordination interinstitutionnel.**
- 2– Sur le financement mixte : programme pilote combinant fonds publics, prêts concessionnels et investissements privés, avec réserve O&M de 10 %.**
- 3– Sur les projets pilotes intégrés : pompes solaires, collecte d'eau de pluie, bio-fertilisants locaux, compostage + unités BSF, restauration des mangroves, hubs de chaîne du froid solaire.**
- 4– Sur les plateformes multi-acteurs : mise en place de comités de pilotage coordonnés à Abidjan et Bouaké.**
- 5– Sur le renforcement des capacités : quotas de distribution (60 % femmes, 30 % jeunes), équipes mobiles de conseil, packs de répliation en accès libre, sites de démonstration élargis.**

Trois grands axes de réflexions ont été débattus. L'état des lieux des problématiques sur terrains et les solutions préconisées dans ces domaines, se reflètent comme suit :

 AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE	
PRINCIPAUX CONSTATS	SOLUTIONS PROPOSÉES
<ul style="list-style-type: none"> •Expansion urbaine et insécurité foncière réduisent les terres cultivables. •Accès à l'eau limité, absence de collecte des pluies, contamination des sols et de l'eau. •Intrants biologiques coûteux et difficiles à homologuer. 	<ul style="list-style-type: none"> •Création de « zones vertes » protégées. •Irrigation solaire, collecte d'eau de pluie, traitement UV mobile. •Jardins verticaux, kits hydroponiques, micro-élevage (mouches soldats noires, volailles). •Distribution de kits pour femmes et jeunes, bibliothèques de semences, sites de démonstration.
 FORESTERIE URBAINE ET ESPACES VERTS	
PRINCIPAUX CONSTATS	SOLUTIONS PROPOSÉES
<ul style="list-style-type: none"> •Dégradation des mangroves et corridors ripariens, manque d'espaces verts accessibles. •Gouvernance fragmentée, absence d'inventaire centralisé des arbres. 	<ul style="list-style-type: none"> •Restauration des mangroves et corridors ripariens. •Création de parcs de proximité, micro-forêts, campagnes de plantation. •Décret unifié sur la foresterie urbaine, manuel des espèces, plateforme numérique de suivi.
 BIOÉCONOMIE CIRCULAIRE ET ÉNERGIE DURABLE	
PRINCIPAUX CONSTATS	SOLUTIONS PROPOSÉES
<ul style="list-style-type: none"> •Faible tri des déchets, rares compostages, pollution des rivières. •Décret de 2017 sur la gestion des déchets non appliqué. 	<ul style="list-style-type: none"> •Unités de bioconversion (mouches soldats noires) pour résidus de marché/abattoir. •Compostage dans les grands marchés (Abobo, Vridi). •Chambres froides solaires pour réduire pertes post-récolte. •Digesteurs de biogaz communautaires, biochar à partir de boues de mangrove. •Stratégie circulaire révisée avec gouvernance claire et financement mixte.

En conclusion, les ateliers ont permis de définir une feuille de route ambitieuse pour des villes ivoiriennes plus résilientes, inclusives et durables. Les priorités portent sur la sécurisation foncière, la restauration écologique, la valorisation des déchets, l'accès à l'énergie propre et l'implication des femmes et des jeunes dans la transition verte.

Pour aller plus loin...



Le projet Green Cities in Action for Africa (Villes vertes en action pour l'Afrique) est une initiative de la FAO lancée pour transformer l'urbanisation rapide en opportunité durable, visant à améliorer la résilience de 10 villes dans 5 pays africains d'ici 2030.

Financé par l'Italie, il intègre l'agriculture urbaine, la foresterie et l'économie circulaire pour améliorer la santé et le bien-être des habitants.

Objectif : Créer des villes plus vertes, plus propres et plus résilientes face au changement climatique, en intégrant des systèmes agroalimentaires durables.

Villes et pays ciblés : Le projet soutient 10 villes dans 5 pays, notamment Abidjan et Bouaké (Côte d'Ivoire), Nairobi et Kisumu (Kenya), ainsi que l'Algérie, le Mozambique et l'Ouganda.

CONGO-BRAZZAVILLE



Superficie: 342 000 km²



Population : environ 6 142 180 habitants en 2025



Capitale économique: Pointe Noire



Capitale politique : Brazzaville



Langue officielle : Français



Principale langues locales: Lingala et Kituba (ou munukutuba)



« PROGRAMME DE SOUTIEN À LA RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES DE SANTÉ INTÉGRÉS »

Avec les partenaires que sont le Ministère de la Coopération internationale et de la Promotion du Partenariat Public-Privé Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de la Santé et de la Population, le but était de garantir l'adaptation des structures de santé du pays en atteignant un standard de prestation de services.

L'équipements biomédicaux et la formation à la gestion et à la maintenance ont été envisagés pour impacter efficacement le système hospitalier dans les zones cibles.

Les projet a été réalisé. Ci-après des images illustrant les apports effectués.



Zone urbaine de la capitale Brazzaville (4 structures), de Pointe-Noire (2 structures), Dolisie (1), Oyo (1), Owando (1)

Le projet a été exécuté, et les résultats escomptés ont été atteints:



- Les structures sanitaires cibles sont identifiées et réalisées structurellement et énergiquement efficaces.
- Les structures sanitaires de référence sont dotées d'équipements électro-biomédicaux de qualité et standardisés au niveau national.
- La plateforme technique sanitaire nationale fonctionnelle.



45 000 000 €



La population des zones sanitaires desservies.



Photo de groupe prise à l'occasion du projet « Reacti PVH », en présence de l'ambassade d'Italie à Brazzaville et du directeur de l'AICS d'Abidjan, M. Aldo Cera.

Accroître les opportunités de formation professionnelle et d'emploi pour les femmes, les jeunes et les adultes en situation de handicap des quartiers d'Ouenze et Makelekele de Brazzaville à travers une approche inclusive basée sur la promotion des droits humains.

Tel est la vision incarnée dans ce projet. Pour la concrétiser, la Communauté Promotion et Développement (CPS), Groupement des Intellectuels et Ouvriers, Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et de l'Innovation - ANRVI et l'Université de Naples Federico II en partenariat avec les pouvoirs publics envisage de réaliser des sessions de formation professionnelle catégories vulnérables avec un

Résultats attendus



- Les institutions et les employeurs sont sensibles aux Handicapés du Congo (GIOHAC) ANRVI, droits des PcD et assurent l'égalité des chances dans notamment dans le domaine de la formation et de l'emploi.
- Les jeunes et les femmes en situation de handicap renforcent leurs compétences techniques et transversales afin d'obtenir un emploi ou de gérer une activité indépendante.
- Les jeunes et les femmes en situation de handicap trouvent un emploi ou lancent une activité en autonome grâce à l'accompagnement et l'incubation d'entreprise dans des secteurs traditionnels et innovants.



785.876,00 €



**200 Personnes en situation de handicap,
51 Organisations (dont 11 de Personnes
en situation de handicap (PcD)**